Un conflit d'intérêts au MAPAQ?

Là où certains voient un conflit d'intérêts entre deux mandats, d'autres perçoivent une complémentarité des rôles.

Publié le 13 juin 2023

5 min.



Ryan Remiorz La Presse canadienne L'an dernier, les inspecteurs DU MAPAQ se sont rendus sur 1354 fermes pour assurer le respect de la réglementation en matière de bien-être animal.

MAGDALINE BOUTROS ET SANDRINE VIEIRA

ARTICLE

Pourquoi faire confiance au *Devoir* ?

La mission du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) d'« appuyer le développement du secteur bioalimentaire » québécois est-elle conciliable avec sa responsabilité de protéger le bien-être des animaux ? Là où certains voient un conflit d'intérêts entre ces deux mandats, d'autres perçoivent plutôt des rôles complémentaires.

Le Parti québécois (PQ) a récemment relancé le débat sur ce double chapeau que porte le MAPAQ en proposant la création d'une agence qui serait entièrement dédiée à la protection du bien-être animal. Cette agence, qui aurait le pouvoir de mener des enquêtes et qui s'occuperait des plaintes relatives au bien-être animal, relèverait du ministère de la Justice plutôt que du MAPAQ, selon la proposition émise en avril par le PQ.

« On veut retirer du MAPAQ la responsabilité de veiller au bien-être animal pour éviter les conflits d'intérêts et la remettre à une nouvelle agence, vouée entièrement à cette mission, qui agirait en fonction de critères objectifs », précise en entrevue Pascal Bérubé, porte-parole du PQ en matière d'agriculture et d'alimentation.

À lire aussi

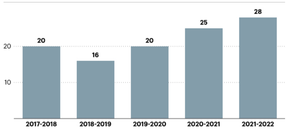
Notre série sur le bien-être animal:

- Bien-être animal sur les fermes: une approche axée sur la coopération et l'éducation
- Quelles infractions contre le bien-être animal sont répétées sur les fermes québécoises?
- Plus de deux millions d'animaux d'élevage abattus chaque jour pour nous nourrir

Actuellement, la responsabilité de faire respecter la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal, adoptée par l'Assemblée nationale en 2015, incombe aux inspecteurs du MAPAQ et à des organismes à but non lucratif (SPA et SPCA).

Il y a actuellement 28 inspecteurs du MAPAQ affectés au respect du bien-être animal au Québec. De plus, 42 constables spéciaux employés par des SPA et SPCA sont mandatés par le MAPAQ pour faire appliquer certaines dispositions de la loi, selon des données obtenues par *Le Devoir*.

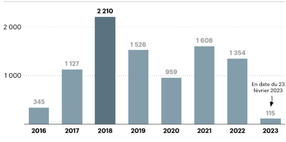
Nombre d'inspecteurs affectés au respect de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal



Inspecteurs associés au volet du bien-être et de la sécurité de l'animal. Il s'agit de la même équipe pour les fermes.
Graphique : Le Devoir • **Source** : Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec

L'an dernier, les inspecteurs se sont rendus sur 1354 fermes pour assurer le respect de la réglementation en matière de bien-être animal. Une diminution depuis le sommet de 2018 où 2210 exploitations agricoles avaient été visitées. La province compte environ 5138 fermes qui élèvent des animaux pour la consommation de viande.

Nombre de fermes visitées pour assurer le respect de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal



Graphique : Le Devoir • **Source** : Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec

D'ici peu, de nouvelles ressources viendront gonfler les rangs du MAPAQ. L'embauche de 20 nouveaux inspecteurs en bien-être animal, totalisant un investissement de 8 millions de dollars, a été annoncée le 11 avril par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, André Lamontagne. Ces inspecteurs seront habilités à intervenir auprès des animaux de compagnie et des animaux d'élevage.

Double rôle

La création d'une agence indépendante pour veiller au bien-être animal n'est pas à l'agenda du gouvernement caquiste. Le ministre Lamontagne n'a pas donné suite à la demande d'entrevue du *Devoir*, mais a mentionné par écrit que « la pérennité et le développement du secteur bioalimentaire [sont] intrinsèquement liés au bien-être des animaux ». « Les Québécois et Québécoises sont, avec raison, de plus en plus exigeants en matière de bien-être animal, a-t-il ajouté. Le secteur est en action pour répondre à ces attentes. »

En Ontario, le respect de la réglementation en matière de bien-être animal est confié à la Direction des services relatifs au bien-être des animaux, qui fait partie du ministère du Solliciteur général (qui s'apparente à un ministère de la Sécurité publique). En Autriche, chaque province a l'obligation de nommer un ombudsman responsable d'assurer le bien-être animal.

La proposition de créer une agence indépendante pour faire respecter la réglementation en matière de bien-être animal séduit M[e] Alain Roy, professeur en droit animalier à l'Université de Montréal.

« La mission du MAPAQ est d'aider et de promouvoir l'agriculture, rappelle-t-il. Les milieux agricoles conçoivent les animaux comme des ressources à exploiter pour bonifier leurs profits économiques et on confie du même coup au MAPAQ la mission d'assurer la protection des animaux à titre d'êtres sentients [c'est-à-dire sensibles]. » Le bien-être animal coûte cher, ajoute-t-il, en évoquant un « conflit de rôle » dans cette double mission du MAPAQ.

Mais bien que ces deux missions soient couvertes par un même ministère, elles ne sont pas prises en charge par les mêmes directions, nuance Paul Doyon, premier vice-président de l'Union des producteurs agricoles (UPA), qui ne voit pas la nécessité de changer le modèle actuel. « Les gens de la direction de la santé animale, c'est [en grande partie] des vétérinaires qui connaissent [le bien-être animal] sur le bout de leurs doigts », fait-il valoir.

Le Parti libéral du Québec ouvre prudemment la porte à la proposition du PQ. « Il y a une logique administrative à ce que propose le Parti québécois. Cependant, les inspecteurs eux-mêmes, les gens qui sont sur le terrain, ce sont des professionnels. On a pleinement confiance qu'ils font le travail nécessaire pour protéger les animaux », indique André Fortin, porte-parole de l'opposition officielle en matière d'agriculture, de pêcheries et d'alimentation, qui se dit convaincu que de nombreux producteurs oeuvrent « avec assiduité » pour assurer le bien-être de leurs animaux.

Québec solidaire n'a pas encore de position claire sur le sujet. Mais sa porte-parole en matière d'agriculture, Alejandra Zaga Mendez, souhaite que le gouvernement encadre de manière plus claire l'industrie d'élevage et que des inspections plus fréquentes aient lieu sur les fermes pour rassurer les consommateurs et mettre de l'avant les producteurs qui ont des pratiques exemplaires. « Mais ça doit venir main dans la main avec des programmes qui accompagnent nos producteurs, dit-elle. On ne doit pas mettre à mal nos entreprises agricoles qui subissent déjà beaucoup de pression et il faut entendre les producteurs qui veulent le meilleur pour leurs fermes et leurs animaux. »